

LES BRÈVES

L'asile accordé à 15.478 personnes en 2016

Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) a accordé un statut d'asile à 15.478 personnes en 2016, soit un « taux de protection de 57,7 % » du nombre total des demandeurs d'asile dont la demande a fait l'objet d'une décision. Le CGRA a pris un total de 22.207 décisions (correspondant à 27.678 personnes), soit 30% de plus que durant l'année 2015 (16.929). La Syrie, l'Afghanistan et l'Irak restent en tête des pays d'origine des demandeurs d'asile (36 % des demandes en 2016, contre 63% en 2015). (b)

CHARLEROI

Des milliers d'habitants dans le noir jeudi soir

Une importante panne d'électricité a plongé la région de Charleroi dans le noir jeudi soir. Ores, le gestionnaire du réseau, a confirmé qu'un souci technique avait effectivement eu lieu vers 21h15 dans une cabine importante. Une cabine qui alimente tout le sud de Charleroi et affecte donc « plusieurs milliers de clients », selon Ores. La cause était toujours inconnue après 22h et les équipes d'Ores étaient sur le pont. Une panne identique a privé de courant quelque 190.000 foyers dans l'Ouest de la France. (b)

COLOMBIE

Crash aérien : le copilote n'était pas autorisé

Une partie de l'équipage de l'avion bolivien qui s'est écrasé fin novembre en Colombie, tuant 71 personnes, ne disposait pas des autorisations nécessaires pour effectuer ce vol, selon l'avocat d'une des parties. Cet accident a décimé la quasi-totalité du club de football brésilien de Chapecoense. Selon l'avocat de l'aviation civile bolivienne (DGAC), le copilote décédé dans le crash et le mécanicien, qui a survécu, n'avaient pas reçu l'autorisation de la DGAC. (afp)

FRANCE

Braquage de Kim Kardashian : un premier inculpé



Un homme de 63 ans, soupçonné d'avoir directement participé au braquage de la star américaine Kim Kardashian à Paris en octobre, a été mis en examen (inculpé) jeudi, notamment pour vol avec arme en bande organisée, a annoncé le parquet de Paris. Yunice A. a aussi été mis en examen pour enlèvement ou séquestration et association de malfaiteurs, a précisé le parquet. Neuf autres personnes sont toujours interrogées. Ce braquage spectaculaire, d'un montant de neuf millions d'euros, le plus important vol de bijoux commis au détriment d'un particulier en France depuis plus de 20 ans, avait fait en quelques heures le tour du monde et affolé les réseaux sociaux. (b)

Les Béninoises s'émancipent grâce aux Iles de Paix

HUMANITAIRE L'ONG est très active dans le nord du Bénin



Iles de Paix forme les villageois aux cultures vivrières biologiques voire agroécologiques, telles que la technique des « buttes lasagnes » (assemblage de plusieurs couches de fertilisants naturels retenant bien l'eau). © D.R.



► Dans le nord du Bénin, la moitié de la population vit en insécurité alimentaire.

► L'ONG Iles de Paix y forme les villageois au maraîchage agroécologique.

► De quoi remplir les estomacs et permettre aux femmes de s'émanciper.

REPORTAGE

ATACORA (BÉNIN)

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Le « Love you mum » inscrit sur son t-shirt bleu pâle donne le ton. Thérèse Kassa-Sekou, 45 ans, se bat pour l'avenir de ses filles. Avec l'argent engrangé par la petite activité économique qu'elle a pu mettre sur pied grâce à l'ONG Iles de Paix (IDP), Clarisse, sa fille de 20 ans, pourra bientôt entreprendre des études en génie civil.

Une exception dans l'Atacora, une région de brousse aride au nord-ouest du Bénin, où l'accès à l'école primaire pour les filles est tout récent. La culture des mariages arrangés les contraint au rang de monnaie d'échange avec la belle-famille.

Mais pour Thérèse, qui a pu étudier jusqu'à la 4^e primaire, ces pratiques ancestrales sont hors de question. « Je veux que mes filles soient éduquées et heureuses et qu'elles choisissent leur mari elles-mêmes. » Epaulée par Iles de Paix, ONG présente au Bénin depuis 15 ans, et avec cinq autres femmes, elle a formé une coopérative de transformation de soya en fromage et de beurre de karité, qu'elles écoulent localement. Grâce à cela, Thérèse gagne plus que son mari, tailleur. « Avant, on ne savait pas qu'une femme pouvait gagner de l'argent, et plus qu'un homme en plus ! », annonce-t-elle de son large sourire qui ne la quitte jamais.

Avant, épargner était également impossible. « On n'avait pas conscience des flux d'argent qui sortaient pour acheter les matières premières et de ceux qui rentraient lors des ventes. Les for-

mations de gestion et de compte d'exploitation d'IDP nous ont beaucoup aidées. Désormais après la vente, je calcule le bénéfice pour voir la partie que je vais réinvestir, celle que je vais placer dans l'épargne (appelée tontine, NDLR). » Le reste de l'argent gagné est mis en commun avec celui du mari, « et on décide ensemble de ce qu'on en fait. » Par exemple, l'éducation de leurs filles.

Dans l'Atacora, si 86 % des ménages pratiquent l'agriculture, la moitié de la population se trouve en insécurité alimentaire. Permettre à chacun de se nourrir au jour le jour, IDP en a fait son combat. Avec Bupdos, une ONG béninoise, elle forme les villageois aux cultures vivrières biologiques voire agroécologiques, telle la technique des buttes lasagnes (assemblage de plusieurs couches de fertilisants naturels retenant particulièrement bien l'eau), et à la fertilisation des sols grâce à du compost naturel.

« Rien à envier à un homme »

Dans la commune de Matéri, Jeanne nous attend. A 26 ans, la voilà veuve avec quatre bouches à nourrir. Si elle dispose d'un terrain, elle n'a pas d'argent pour acheter de l'engrais. Il y a trois ans, une rencontre avec Iles de Paix va la convaincre de cultiver le maïs (plus rentable que le sorgho qu'elle cultivait) et d'amender sa terre avec du compost qu'elle va apprendre à fabriquer elle-même. Elle utilise pour cela la méthode dite « zaï », découverte par l'équipe IDP lors d'un voyage d'échange au Burkina-Faso voisin.

Désormais, Jeanne cultive le maïs sur 0,75 hectare. « Cela nous permet de manger toute la saison, et j'en suis fière. Aussi, je peux enfin mettre mes trois plus grands enfants à l'école et leur payer leurs fournitures scolaires. Je suis devenue autonome. Fini de quémander. Je sais désormais que c'est par moi-même que je peux m'en sortir. » Et de lancer : « Je n'ai plus rien à envier à un homme. » ■

LÆTITIA THEUNIS

TÉMOIGNAGE

« Avoir de l'eau est un problème majeur »

Dans le creux d'une vallée sèche et rougeâtre de Boukoumbé bordée par la chaîne montagneuse de l'Atacora, une oasis de verdure. Tayota (de son vrai nom Nadta Osséni Tchanati) nous accueille tout sourire sur le muret qui retient l'eau de son marigot. Cette frêle construction, élaborée de concert avec les neurones de Sarah, coopérante belge pour Iles de Paix et Bupdos, une ONG béninoise, c'est ce qui lui permet de pouvoir arroser ses légumes en dehors de la saison des pluies. « L'eau, c'est un problème majeur pour les maraîchers en zone aride. Avant, il n'y avait ici qu'une petite rivière temporaire qui se formait exclusivement durant la saison des pluies (de juin à octobre) et qui disparaissait rapidement. Désormais, une belle quantité d'eau est retenue grâce à ce barrage d'argile et de béton. Jusqu'à début mars. »

Pour se permettre de pouvoir vendre ses légumes hors saison, et donc à un prix élevé car le nombre de concurrents sur le marché est alors moindre, Tayota expérimente des techniques de culture visant une utilisation raisonnée de l'eau. Certaines comme le « volcan canari », soit une urne d'argile pas trop cuite remplie d'eau et ensuite recouverte de terre à cultiver, permettent de diminuer la consommation d'eau par trois. Un peu plus haut, s'étend un second site où Tayota et les membres de sa coopérative (cinq familles) testent à plus grande échelle les techniques qui se sont révélées prometteuses sur le champ laboratoire. On pourrait aussi parler de champ didactique. En effet, Tayota, 65 ans, est un ancien instituteur. « A la fin de ma carrière, j'ai acheté un terrain de 8,3 hectares que j'ai planté d'arbres, afin d'apprendre aux gens à cultiver. Ainsi, je continue à enseigner, mais l'agro-écologie cette fois. On peut améliorer nos conditions de vie en apprenant à apporter à la terre ce qu'on lui a pris », sourit-il. S'il est devenu un maître du compostage, c'est également grâce au support d'Iles de Paix.

L.T.H.



Thérèse (à g.) se bat pour l'avenir de ses filles. Grâce à son travail, Clarisse (au centre), sa fille de 20 ans, pourra entreprendre des études en génie civil. © D.R.

L'OPÉRATION

La vente de modules débute ce vendredi

Comme chaque année à la mi-janvier débute la campagne Iles de Paix. A la sortie des magasins, des bénévoles vendent des modules pour soutenir les actions menées par l'ONG dans certains pays du Sud. Parmi ceux-ci, le Bénin. Et plus particulièrement la région pauvre du nord-ouest, l'Atacora.

« Le plus important dans notre démarche, c'est l'appropriation des projets par les bénéficiaires », explique Jean-Christophe Maisin, coordinateur Iles de Paix au Bénin. C'est une condition sine qua non pour les projets perdurent lorsque l'ONG s'en ira. Avec un budget annuel d'un million d'euros, elle travaille dans 114 villages de trois communes de l'Atacora. « 2.100 personnes sont aidées directement par notre programme, poursuit-il. Contrairement aux autres ONG, on ne donne ni outil ni investissement. Nous, on forme certains bénéficiaires, appelés formateurs endogènes, qui transmettent ensuite leur savoir à leur communauté. On leur apporte les connaissances en agroécologie et en fertilisation des sols nécessaires pour qu'ils trouvent par eux-mêmes les solutions aux problèmes qu'ils rencontrent. Ils en dégagent de la fierté et de l'estime pour eux-mêmes. »

Une démarche fidèle à la maxime qu'Iles de Paix a faite sienne : « Si tu donnes un poisson à un homme, il mangera un jour. Si tu lui apprends à pêcher, il mangera toute sa vie. »

L.T.H.